



TRAVAILLEURS SANS-PAPIERS : L'ÉTERNELLE RENGAINÉ

En matière d'immigration l'histoire bégaie : celle qui s'écrit aujourd'hui ressemble fort à celle qu'ont tracée les premiers « sans-papiers » des années 1970-1980 en luttant pour leurs droits.

Le vent vient de souffler sur Mai, la gauche et l'extrême gauche continuent de faire la fête aux années soixante-dix. Les travailleurs immigrés, portés par ce climat propice à l'action, décident d'élever la voix. Ils réclament des papiers, refusent les conditions de travail et les logements indignes qui leur sont réservés. Grèves de la faim, de ramassage d'ordure. Arrêts des chaînes de montage, de paiements de loyers Sonacotra : leur combat pour la dignité sensibilise l'opinion, mobilise artistes et intellectuels, chrétiens, syndicalistes et mouvements de gauches.

D'une lutte à l'autre, les immigrés avancent en droits. Ils passent du statut de travailleurs à part à celui de travailleurs à part entière. Enfin presque. La solidarité botte en touche avec la crise des années quatre-vingt et les restructurations en masse de l'industrie automobile. L'ouvrier étranger qui commençait à faire sa place en France, se remet à la perdre.

Au fil des durcissements des lois sur l'immigration, les "*travailleurs illégaux*" des années 70 deviennent des « *sans papiers* ». Ce glissement sémantique les accuse moins de perturber une flexibilité salariale en marche, que de troubler, en clandestins, l'ordre social d'une société de plus en plus fermée à l'autre. Comme leurs aînés, ils utilisent leurs corps avec l'arme de la faim pour protester, devenir visible. Avec l'occupation et l'évacuation musclée de l'église Saint Bernard en 1996, leur lutte est reconnue. Médias, personnalités, anonymes : la solidarité est au rendez vous et, de réseaux d'entraides en parrainages républicains, la mobilisation se prolonge.

Le combat citoyen ouvre un nouveau front pour dire non au projet de loi Debré en 97, non à l'émiettement des valeurs républicaines, non à une forme de délation institutionnalisée de l'étranger. Avec une extrême droite à 15% dans les urnes à l'époque, le non est salutaire. Et toujours nécessaire.

Par Brigitte Martinez

Le 12 juillet 2011



Des sans-papiers à la Une de Libé : Du « travailleur immigré illégal » d’hier au « salarié sans-papier » d’aujourd’hui, retour sur 40 ans de lutte pour la régularisation.



Libération du 07/06/1973 : Sous l'effet de la crise économique les lois se durcissent pour les migrants et les circulaires Marcellin-Fontanet plongent 83 % des travailleurs immigrés dans l'illégalité. Après six mois de luttes, de mobilisation et de grèves de la faim, le gouvernement effectue en 1973 sa première grande régularisation : 40 000 travailleurs étrangers en bénéficieront.



GALA 25 CHANTEURS LE 2 FEVRIER
Tous les renseignements p. 2

Libération

Montpellier, après l'expulsion, samedi, des 150 immigrés en grève de la faim

LES « SANS-PAPIERS » : LA FACE CACHÉE DE L'IMMIGRATION

* Deux militants arabes sur le point d'être expulsés.
* La lutte pour la carte de séjour et de travail continue.
* Le rassemblement des travailleurs arabes de Montpellier appelle les travailleurs immigrés à une grève de 24 heures, mardi.

UNE SEMAINE POUR BRETONCELLES

Aux lecteurs LES PANNES DE LIBÉ

SEAT LA LUTTE CONTINUE

Page 1

Espresso

France : 1,50 F
Belgique : 1,50 F
Suisse : 1,50 F

La grève de la faim

Page 6, 7 et 12

Souscription : 40 millions d' AF • A ce jour, 18,1 millions

Libération » du 13/01/1975 : La présidence de Valéry Giscard d'Estaing en 1974 porte un coup d'arrêt à l'immigration. Les conditions d'entrées et de séjours des travailleurs étrangers se durcissent : la fabrique à « sans-papiers » se perfectionne. En 1977 une prime de 10 000 francs encourage les retours volontaires. C'est le « million Stoléru ». L'objectif est d'obtenir le départ de 500 000 travailleurs.

LES APRES - MIDI DE MICHEL LANCELOT • P.12

Libération

France : 1,50 F
Belgique : 1,50 F
Suisse : 1,50 F

LES « ASSASSINS » CHEZ LE PAPE

Pour la 2ème fois en quelques jours LA POLICE INTERDIT UNE GREVE DE LA FAIM

LES « SANS-PAPIERS » GRÉVISTES ÉTAIENT DANS UN LOCAL PAROISSIAL. LA POLICE AGIT SANS MANDAT. VA-T-ELLE EXPULSER CEUX QU'ELLE A ARRÊTÉS ?

LES TOULOUSAINS A PARIS
(Voir page 7)

Manifestation des ouvriers de la CII

CES BOUGNOULES, CA A DES MALAISES

Page 1

Page 3 : Karslube : un soldat reconnu.
Page 4 : Marais : la Ville de Paris fait marquer les logements.
Page 8 : Orly : le retour de Fellagha.
Page 11 : conflit étatsien : un cinéaste de 60 millions.

Souscription : 40 millions d' AF • A ce jour, 19,5 millions

Libération » du 25/01/1975 : La grève de la faim est le principal mode d'action des travailleurs immigrés pour revendiquer des conditions de vie et de travail dignes. Ils mènent aussi des grèves dans les usines où, employés en grand nombre, ils sont sous-payés. La « grève des loyers » Sonacotra fera date. Suivie par près de 3 000 résidents dans plus d'une centaine de foyers en France, elle durera 4 ans.



Libération » du 29/05/1980 : Après un mois de grève de la faim, 17 travailleurs turcs employés dans le secteur de la confection à Paris, obtiennent leur régularisation. Une autre vague de régularisation, beaucoup plus importante suivra bientôt : celle que la gauche initie dès son arrivée au pouvoir en mai 1981. Elle bénéficie à 131 000 personnes sur 149 000 demandes.



Libération » du 10/08/1996 : Avec la droite revenue au pouvoir et le durcissement des lois sur le séjour des étrangers, de nombreux travailleurs migrants basculent dans l'illégalité : L'église Saint Bernard à Paris restera le lieu symbole de la lutte pour la régularisation. Occupée pendant près de deux mois par 300 sans-papiers soutenus par de nombreuses personnalités, elle sera évacuée avec violence par 1500 policiers et CRS.



Libération » du 30/05/1998 : En juin 1997 le gouvernement Jospin ouvre une régularisation sur critères : sur 135 000 demandes, plus de 80 000 seront satisfaites. Jospin déclarera que « *le gouvernement n'a pas choisi de donner des papiers à tous* ». Des parrainages républicains des occupations et des grèves de la faim de sans-papiers se multiplieront en 1998.



Libération » du 09/09/2006 : Sous la pression d'associations, Nicolas Sarkozy décide de régulariser des familles sans papiers d'enfants scolarisés. Mais avec un quota de 6 000 régularisations fixé d'avance pour plus de 30 000 dossiers déposés, l'arbitraire règne en maître.



Libération du 18/04/2008 : Plusieurs centaines de salariés sans papiers soutenus par la CGT, la CFDT et plusieurs associations, lancent au printemps 2008 principalement à Paris et dans la région parisienne une série des grèves pour réclamer la définition de critères clairs de régularisation par le travail. Le mouvement est appuyé par de nombreux chefs d'entreprises.

Plongée dans les archives de l'INA

- [Solidarité avec Papi - 08/01/1989](#)
- [Un maire contre la loi - 16/02/1997](#)
- [Emmanuelle BEART sur St Bernard - 23/08/1996](#)
- [Immigration rétrospective - 20/11/1993](#)
- [Immigré en grève - 28/03/1973.](#)